



Franck

RÉFLEXIONS en Mittal mineur

D

DAMIEN ROULETTE

Ils s'appellent José, Franck, Jonathan et Frédéric. Quand je les rencontre en octobre 2012, ils font partie des trois mille paires de bras directement menacées de perdre leur emploi avec l'annonce de la fermeture de la phase à chaud par ArcelorMittal. La situation traîne alors depuis plus d'un an. Début 2013, Mittal ne leur fait pas de cadeau en annonçant la suppression de quelque 1300 emplois pour la phase à froid, leur volant ainsi leurs derniers espoirs. Depuis, ils naviguent à vue. Moins à la recherche d'un avenir pour l'acier, que d'un avenir tout court.

Je me suis rendu à Seraing un samedi comme les autres. Un samedi d'octobre de l'an dernier déjà oublié, mais qui m'a pourtant marqué. Un mois sanglant socialement pour la Belgique, terrible sur le plan économique. Cette semaine-là, l'entreprise Ford annonce la fermeture prochaine de son site de Genk, l'addition se chiffre à quelque dix mille emplois directs et indirects. Le monde de la sidérurgie, lui, ne se porte guère mieux. Six cents emplois pourraient disparaître chez Dufenco-NLMK à La Louvière, dans une énième convulsion de ce qu'il faut considérer comme les restes du secteur sidérurgique encore présent en Europe occidentale.

Samedi matin donc, en route pour Seraing. Gare de Bruxelles-Central, le panneau électronique du quai numéro 1 annonce le train pour Genk – Liège. Une ironie en guise de trait d'union social.

Du côté de Seraing et d'Ougrée, le ciel s'est dernièrement teinté de couleur pourpre qui ne doit rien aux fumées rougeâtres des hauts fourneaux. Au soir du 14 octobre, le Parti des Travailleurs de Belgique y a signé un résultat significatif : cinq sièges à Seraing, quatre à Herstal, deux sièges à Liège et un à Flémalle. En bord de Meuse, ça n'étonne pas. Et certainement pas les ouvriers de chez Mittal.

« Le PTB est le seul parti qui s'est engagé à nos côtés. Ils étaient les seuls à soutenir le maintien d'une sidérurgie intégrée, coûte que coûte, quitte à nationaliser. Des mots que les autres partis et même les socialistes n'ont pas osé utiliser ! » José, métis trapu approchant la cinquantaine, boit un troisième café avant de se rendre au boulot. Il est opérateur sur la ligne à froid de Kessalles où il termine une semaine de travail à pauses. 14 – 22 h. Dans son salon, des peintures et des masques rappellent son Zaïre natal. Le port de Matadi, les remous du fleuve Congo. Bien loin d'Ougrée et de cette région dans laquelle il débarque, la majorité à peine entamée, en septembre 1978, « dans le froid de l'hiver belge ». « Ma première nuit passée en Belgique, c'était à Oupeye. Au petit matin, le ciel était en feu. Les fumées de Chertal. Je me disais : c'est pas possible, mais où est-ce que je suis tombé ? C'est un ciel que je n'oublierai jamais. »

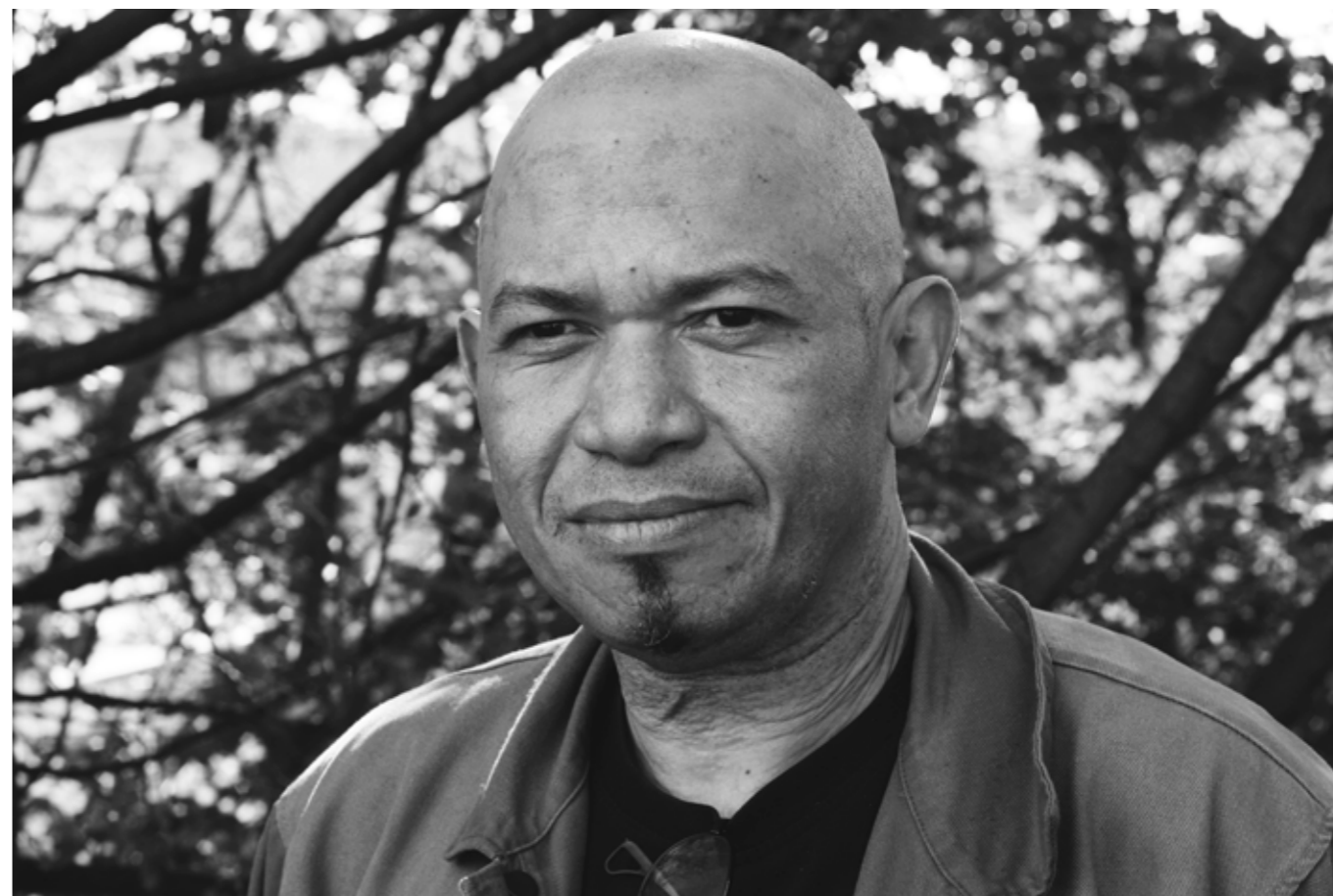
Cockerill, le hasard d'une famille

D'origine porto-congolaise, José est entré par hasard dans le monde de la sidérurgie : « On m'avait conseillé de me rendre rue de la Gare, à Ougrée. J'avais un permis poids lourd obtenu à l'armée et apparemment on recherchait des chauffeurs. Mais la réponse a été négative et on m'a dit d'aller voir chez Cockerill. Une jeune dame charmante a pris mon nom et une semaine plus tard, on m'a rappelé. J'ai trouvé chez Cockerill une ambiance de camaraderie, quelque chose que je ne connaissais pas dans les autres boulots. Là, on était humain. C'était une famille, quoi ! » Débutent alors 35 ans de maison pour traverser Cockerill, Usinor en 1998, Arcelor en 2001 et, depuis 2006, ArcelorMittal.

Avec l'annonce de la fermeture de la phase à chaud en octobre 2011, José et ses collègues du froid vivent dans la crainte d'un arrêt devenu inexorable. Plutôt lucide sur ce qui se préparait : « Il faut être dupe pour ne pas comprendre que si le chaud ferme, le froid ne survivra pas. À partir du moment où l'on nous a divisés... Le froid sans le chaud, c'est une question de temps. C'était plus facile pour Mittal de faire passer la fermeture du bassin liégeois en douceur, de garder quelques emplois, en en sacrifiant d'autres. Puis de les supprimer tous, en fin de compte. Il divise les secteurs, il divise les gens. Et il sait pertinemment bien que même en cas de grève, avec le temps qui passe, les gens retourneront finalement travailler. »

Mittal, Machiavel du 21^e siècle ? Lui qui paraît en 2012 à Londres, brandissant la flamme olympique, symbole de passage de témoin, de fair-play, n'a plus rien du patron d'antan. Dans les ateliers, on soupire : « Avec Cockerill, quand tu avais un problème, tu savais où trouver le patron et tu pouvais discuter. Aujourd'hui, on ne sait pas où il se trouve, ni à qui se référer. »

Une fermeture à petit feu, jouant sur les sentiments humains, révélant l'égoïsme caché, poussant des hommes unis par des intérêts communs à s'opposer, certains poursuivant la lutte contre le géant indien, d'autres préférant sauver leur maison, leur emploi, leur famille. Selon José, un calcul malicieux qui porte ses fruits à Liège : « Quand



José

« Avec Cockerill, quand tu avais un problème, tu savais où trouver le patron et tu pouvais discuter. Aujourd'hui, on ne sait pas où il se trouve, ni à qui se référer. »

les ouvriers d'ArcelorMittal sont en grève, quand tout est censé être à l'arrêt, tu regardes autour de toi et tu te demandes où ils sont tous passés. C'est fini, les grèves que j'ai connues quand j'étais à Cockerill où l'on se battait pour montrer que l'ouvrier était fort. Ça permettait de dire : "non, on n'est pas d'accord !" Ce n'est plus le cas aujourd'hui. »

Les promesses de relance faites par l'ogre industriel ont été autant de désillusions. Les deux hauts fourneaux que Victor Hugo qualifiait jadis d'yeux de tigre dans ses *Voyages. France et Belgique* ne brilleront plus.

Du chaud au froid, de Charybde en Scylla

« Pour aller travailler, je passe tous les jours devant le haut fourneau. Le soir, j'y promène mes chiens. Quand je vois comme il est vide... Ça fait mal au cœur mais, pour l'instant, il est encore là. Le jour où il aura été démonté, ça sera encore différent. » Nous sommes toujours ce même samedi d'octobre 2012. Sur le coup de 14 heures, je me retrouve face à Franck qui a terminé son service. Frank travaille au train à large bande (TLB) de Chertal : c'est le seul outil survivant de la phase à chaud transformant l'acier en bobines qui seront ensuite retravaillées dans le cadre de la phase à froid. Franck craint lui aussi pour son poste : « Je travaille désormais deux semaines et demie par mois. Et ça s'intensifie, on chôme de plus en plus et je sens le changement. Par exemple, le mois dernier, il y a eu douze, treize jours de chômage économique. » La chaleur de son accent liégeois ne parvient pas à masquer l'abattement et l'angoisse. « C'est pas facile d'avoir investi 17 ans de sa vie dans quelque chose. On a fait sa place, son trou. Et on se rend compte qu'il va falloir tout recommencer. »

Il est groggy, KO debout, le brigadier à la rectification de Chertal avec, dans la bouche, un goût de gâchis. Sur le meuble en bois dans l'entrée reposent un tract du PTB et une photo d'Ernesto Guevara. Franck s'est présenté sur les listes à l'occasion du scrutin communal « pour rapporter quelques voix au Parti ». Tout comme José, il estime que le PTB était le seul parti présent à leurs côtés aux piquets de grève. Les hommes politiques au pouvoir à la Région wallonne, « inactifs », ne le satisfont pas. « Ils ont

d'autres plans en tête. Pour eux la sidérurgie c'est fini... Ce serait un gouffre. Pourtant, il ne nous faut pas grand-chose, moins d'un milliard à investir pour minimum 10 ans. OK, on ne va pas gagner d'argent pendant 6 ans, mais les communes qui vivent des taxes et autres, elles vont mourir et l'État va y perdre sur ce plan-là. 600 millions d'euros, c'est peu de chagrin pour eux. Il n'y a plus aucune volonté politique de sauver la sidérurgie. Ce que je ne comprends pas, c'est que Dexia semble bénéficier d'un autre traitement... Dexia, c'est pas un gouffre ça ? » Le rapprochement avec le renflouage répété de Dexia est devenu inévitable, au fur et à mesure que le sentiment d'abandon s'est développé parmi les travailleurs de l'acier.

Des mains d'or qui se changent en plomb

À l'horizon, pas de projet sidérurgique, mais pas davantage d'armes pour « l'après » : « Il y aura des formations, nous dit-on, mais jusqu'à présent on ne nous a encore rien présenté. Selon des anciens qui ont déjà été mis sous cocon, ce sont des formations d'un jour ou deux dans un bureau. Des trucs qui ne mènent à rien. Elles sont en lien avec la sidérurgie, mais ce ne sont pas des formations comme on devrait en avoir. » Franck est boucher-charcutier de formation, mais à 20 ans, c'est via un ami qu'il franchit l'entrée de ce qui était alors Cockerill. Il ne connaîtra pas la carrière de son père qui aura évolué dans l'entreprise toute sa vie. « Quand je lui parle de la situation, ça lui fait quelque chose, à mon père. Ce qui le désole aussi, c'est qu'on ne se bat plus comme de son temps... Mais bon, de son temps, ils étaient plus de dix mille. » Aujourd'hui, il en reste à peine le tiers.

Le GSM sonne. Un message venant d'un délégué syndical. Franck le lit à haute voix : les négociations avec la direction sont dans un cul-de-sac. Soupir, petite gorgée de bière : « Avant on était contents d'aller travailler. Je me rappelle au début, j'étais avec des amis, je buvais un verre avant d'aller travailler et je me disais quand c'était l'heure : "Wow, faut que j'y aille !", et je me rendais au travail avec plaisir. J'étais content. Maintenant, quand je pars, c'est avec des pieds de plomb. Avant on nous appelait "les gars aux mains d'or", car on travaillait l'acier. Maintenant c'est "les gars aux mains de plomb". »

C'est fini. » L'amertume ne guette pas, elle est profondément ancrée sur les hauteurs liégeoises. Désormais, il convient de jongler entre l'amour du travail et les doutes de demain. Les questions se bousculent : « Qu'est-ce qu'on fait encore ici ? C'est une question que je me pose. Qu'on se pose tous. Et je me lève pour travailler, pour oublier, éviter de cogiter. »

Franck se dit prêt à énormément de choses pour que la sidérurgie reste le fer de lance de la région, jusqu'à « baisser mon salaire de 10-15 % »... sauf si c'est Mittal qui l'exige. Par contre, si la Région wallonne le lui demandait, il le ferait. Parler d'avenir, c'est aborder la nationalisation des outils sidérurgiques. « Dans le bassin, les ouvriers vous diront tous qu'ils ne sont pas dépassés, qu'il faut continuer, chercher des marchés de niches, car de l'acier, on en aura toujours besoin. » Pourtant, quelques jours après notre rencontre, le groupe Arcelor-Mittal annoncera l'arrêt temporaire du TLB pour janvier. Deux cents emplois en points de suspension, dont celui de Franck.

Zola, l'idéologie et la lutte syndicale

Autre bonhomme, autre discours, nettement moins optimiste : « Depuis un an et l'annonce de la fermeture de la phase à chaud, j'ai prédit tout ce qui allait se passer car la grille d'analyse, de lecture est là. Donc les gars du laminoir ne sont pas surpris », assène Frédéric Gillot, délégué FGTB permanent au laminoir de Chertal. Attablé à la terrasse du café le « Building », ce « Nostradamus » local se roule une petite cigarette en me rappelant combien il importe de saisir le sens de l'Histoire, combien il faut se préparer, se former idéologiquement. Il s'érige en professeur, en « conscientisateur » des camarades. « Ce sont les gars des laminoirs qui se sont montrés les plus présents dans les manifestations. »

Ces derniers mois, Frédéric a pourtant moins le temps de partager son savoir, pour expliquer sa vision « marxiste » des choses : « Le nombre de délégués syndicaux a été réduit (à la FGTB), donc tu dépenses ton énergie dans tout ce qui est problèmes individuels : chômage économique, paperasserie... Un travail qui relève parfois plus d'un job d'assistant social. On tombe de plus en plus

dans un syndicalisme de service. » Une autre conséquence du démantèlement méticuleux, « pernicieux », diront certains, mis en place par la direction. « Et puis, il y a un manque de formation idéologique flagrant dans le chef des délégués syndicaux. »

Quelques cheveux rebelles lui reviennent sur le front, la barbe de trois jours est entretenue, les cigarettes lui ont légèrement jauni la moustache. Depuis la terrasse du « Building », son regard se porte vers l'esplanade, ancien site carcéral de la cité ardente. Frédéric ne tombe pas dans le piège de l'analogie facile de ce que pourrait être le capitalisme industriel : « Le choix stratégique aurait pu être de diminuer tous les sites européens de 25 %. VW l'a fait il y a quelques années. VW n'est pas moins capitaliste que Mittal. Il faut écouter ce que Mittal dit depuis deux, trois ans : il veut se désengager de la sidérurgie en Europe pour développer sa production dans les pays émergents. » Face au géant de l'acier, politiques et syndicats négocient, ou tout du moins tentent de négocier. Et entre la base et les syndicalistes « d'en haut », la confiance est entamée, voire rompue. Frédéric Gillot parvient à conserver la confiance de ses collègues justement par l'acharnement et l'énergie qu'il insuffle lors des assemblées générales : « Si j'arrive à en convaincre trois ou quatre, c'est toujours ça de pris ! »

L'homme a du bagout, une rhétorique simple sans être simpliste. Il n'est délégué syndical que depuis deux ans mais sa volonté de défendre les acquis est bien antérieure : « Ma première réaction, elle date de 1998, lors de la privatisation. Là, on a vraiment mené de grands combats avec les camarades pour éviter ça. On savait qu'avec la privatisation, ça serait terminé pour nous. Le parcours de Cockerill, en termes de chiffres, il est très simple. Il y a 40 ans, on était quarante mille ; il y a 30 ans, trente mille ; 10 ans, dix mille... Aujourd'hui, nous ne sommes plus que trois mille. On le savait, c'est une question de retour sur investissement ! » La sidérurgie n'a pas échappé à la modernisation des outils : « Je me souviens quand on a commencé, il y a 28 ans, au laminoir, nous étions treize par pause dans l'atelier où je travaillais. Et on produisait 250 tonnes de l'heure. Aujourd'hui, ils sont six pour une même pause et ce sont 500 tonnes qui sont produites sur la même période. »

« Mittal... juste un capitaliste comme les autres »

Les emplois n'ont pas été remplacés, le taux de chômage a gonflé et pavoise du haut de ses 25 %. Et, dans le même temps, la production s'envole, on surproduit. On surconsomme. L'exemple de Mittal est presque trop parfait pour les pourfendeurs du capitalisme débridé. Aucun ne nie la demande aujourd'hui en berne en Europe mais, « si je prends le cas de la sidérurgie, le salaire de 100 gars ne pèse que 3 € dans le prix à la tonne. C'est négligeable, c'est rien du tout. En plus, avec toutes les aides publiques, intérêts notionnels, etc., ça se réduit encore ! », précise le syndicaliste.

Frédéric tente d'éviter la crucifixion de son secteur, garant de l'économie liégeoise depuis 170 ans : « Combien de fois j'ai expliqué aux quelques combattants du laminoir qu'ils étaient l'avant-garde conscientisée de la classe ouvrière et que, dans tous les combats qui ont été menés historiquement, il n'y a jamais eu une majorité de travailleurs qui ont décidé de se battre au même moment. Il faut que les luttes soient menées par une minorité. Relis *Germinal*. » L'acier a remplacé le charbon, les acquis sociaux ont positivement évolué, la lutte entre les travailleurs et le patronat existe toujours. Les doutes sur l'utilité de la grève ont survécu à la fermeture des mines de Montsous. Mais qui incarnerait le mieux Étienne Lantier aujourd'hui ? Jusqu'où s'investiront les travailleurs pour défendre leur savoir-faire, leur expérience ? « Le syndicalisme doit être de combat », martèle Frédéric, sûr de lui, « une structure de contre-pouvoir. » Les syndicats traversent une période critique. Ceux-là que le rapport du bureau parisien Laplace Conseil rend partiellement responsables du déclin de Cockerill. Un rapport qui donne une vision, une lecture : « Au cours des quarante dernières années, les Liégeois, emmenés par les syndicats, ont adopté ou accepté une démarche quasi exclusivement revendicative, fondée sur la contestation permanente de toute évolution, le recours systématique à la grève, souvent accompagnée d'exactions et de saccages, la défense d'avantages acquis et la protestation contre toute modification des méthodes de travail rendue indispensable par les évolutions du marché européen de l'acier et les progrès de la concurrence. » « Une vision de droite », rétorque le syndicaliste de Chertal pour qui « l'acceptation n'est pas la solution ».

Malgré son combat, Frédéric a préparé sa propre reconversion : « Je ne suis pas fou ! J'ai pris mes renseignements pour avoir une formation de débardeur-élagueur. Aller travailler dans les bois, tirer les arbres qui viennent d'être abattus, être tranquille. Pendant que je faisais les feux continus, j'ai fait dix ans de cours du soir ! J'ai fait de l'électromécanique, de la soudure, de l'anglais, des cours de guitare. J'ai pas de soucis. Je ne serai pas un battu parce que je ne suis déjà plus chez Mittal. »

Une région qui se meurt depuis 40 ans

À l'image de Frédéric, c'est l'ensemble du bassin liégeois qui va devoir se réinventer. Car c'est plus que le sort des travailleurs de Mittal qui est en jeu, c'est la mise à mort d'une région qui se désagrège petit à petit. À Jemeppe-sur-Meuse, site d'implantation de Kessales pour le recuit et la finition, la rue principale dite commerçante n'en porte plus que le nom. Les affiches « À vendre » ont remplacé les panneaux « Ouvert / Fermé ». Les vitres ne tremblent plus au rythme de la porte d'entrée qui claque, mais bien aux seuls vrombissements des bus. Franck émet le même constat quand il évoque Ougrée : « Ici, les commerces avaient déjà souffert avant. Avec la fermeture, puis la réouverture en 2006, les commerces en ont pris un coup. Il n'y a plus rien. La première banque se situe à quatre, cinq kilomètres. Tout ce que tu as en bas, c'est une boucherie, un petit AD Delhaize et une épicerie, puis des night shops. Non, non, non... C'est mort depuis des années. J'ai connu le bas de Seraing quand j'étais petit, c'était quelque chose ! C'était vivant, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. »

Jonathan, 21 ans, ne dit guère mieux : « En face du fourneau B, il y avait un café et une sandwicherie qui n'y sont plus maintenant. Ils ont fermé. Faillite. La seule chose qui reste, c'est un karaoké qui n'ouvre que la nuit. Dans le bas d'Ougrée, il y avait une rue commerçante qui était prospère. Avec l'annonce de la fermeture, c'est presque une ville fantôme. Il y a juste sur le haut de Seraing où c'est plus ou moins potable, là où habitent les gens les "plus fortunés" ». Là il y a encore quelques commerces. Mais c'est comme une gangrène qui part du bas de Seraing et qui remonte lentement. « Mittal a propagé l'infection en fermant, et maintenant ça se répand. »

« Le syndicalisme doit être de combat, une structure de contre-pouvoir. »



Frédéric